

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE  
UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI

République Populaire du Congo  
Travail - Démocratie - Paix

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL  
DIRECTEUR DU PERSONNEL DU DÉPARTEMENT  
AFFAIRES ADMINISTRATIVES  
SPE (I.C.)

DECREE N° 83/258 du 20/04/1983  
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI

Portant intégration dans le Statut du personnel de l'Université Marien NGOUABI et nomination de Monsieur BASSEWIA Dominique en qualité d'assistant 1ère classe.

VISAS:

LE PRÉSIDENT MANSARÉ, CHIEF DU GOUVERNEMENT,

C.E.:

Vu la Constitution du 8 juillet 1970 ;  
Vu la loi 25/60 du 13 Novembre 1960 portant amendement de l'**article 47** de la Constitution du 8 juillet 1970 ;  
Vu la loi 15/62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;  
Reet UMING. Vu l'Ordinance 29/71 du 4 Décembre 1971 portant création de l'Université de Brazzaville ;  
Vu l'Ordinance 9/74 du 14 mai 1974 portant modification de l'Ordinance 29/71 du 4 Décembre 1971 portant création de l'Université de Brazzaville ;  
Vu l'Ordinance 034/77 du 25 juillet 1977 portant changement du nom de l'Université de Brazzaville en Université Marien NGOUABI ;  
Vu le Décret 76/439 du 18 Novembre 1976 portant organisation de l'Université Marien NGOUABI ;  
Vu le Décret 75/489 du 14 Novembre 1975 portant statut du personnel de l'Université Marien NGOUABI ;  
DGTFP.: Vu le Décret 51/575 du 25 Septembre 1981 modifiant le Décret 75/489 du 14 Novembre 1975 portant statut du personnel de l'Université Marien NGOUABI ;  
Vu le Décret 75/490 du 14 Novembre 1975 portant fixation des traitements et salaires des personnels de l'Université Marien NGOUABI ;  
Vu le Décret 75/126 du 4 Avril 1979 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;  
Vu le Décret 50/644 du 23 Décembre 1980 portant nomination des Membres du Conseil des Ministres ;  
Vu le Résolutif 51/516 du 16 Janvier 1981 ou le Décret 80/644 du 28 Décembre 1980 portant nomination des membres du Conseil des Ministres ;  
Vu le Décret 59/23/FP du 30 Janvier 1959 fixant les modalités d'intégration des fonctionnaires dans les cadres de la République Populaire du Congo ;  
Vu le Décret 32/196/FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la revocation des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;  
Vu le Décret 52/130/FP du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;  
Vu le Décret 57/56/FP-B du 24 Février 1967 réglementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière Administratives et reclassements ;  
Vu le Décret n° 52/426 du 29 Décembre 1962 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A des services Administratifs et financiers (SAF) ;  
Vu le Décret 52/155/FP du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;  
Vu le Décret 52/157/FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies les cadres créées par la loi 15/62 du 3 Février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n°81/017 du 26.1.81 relatif aux intérêts des membres du Gouvernement;

Vu l'arrêté 2007/FP du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires;

Vu le Décret 74/87C du 31 Décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du Décret 62/196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires des cadres;

Vu le Décret 81/872/INRS, DAFRP, DPP, SAV, IV du 10 Novembre 1981 portant titularisation de l'intéressé;

Vu le certificat de prise de service n° 2006/UNP/SG/DPAAD du 6 Novembre 1982.

### DÉCRET

Article 1er. - En application des dispositions de l'article 12 (nouveau) du Décret 81/875 du 29 Septembre 1981 susvisé, Monsieur BASSEYLA Dominique, de Nationalité Congolaise, né le 5 Décembre 1946 à Jacob, Administrateur des S.A.F de 2ème échelon, indice 890 pour compter du 11 Mars 1981, titulaire du Doctorat de 3ème cycle de Droit Public de l'Economie et de l'Urbanisme, délivré par l'Université de LAMOGES le 31 Octobre 1979 est intégré dans le statut du personnel de l'Université Mari NGOUABI et nommé Assistant de 1ère classe, 1er échelon, indice 1240.

Article 2. - Le présent Décret qui prend effet tant du point de vue de l'ancienneté que de la solde à compter du 1er Octobre 1982 date effective de prise de service de l'intéressé à l'Université Marien NGOUABI sera enregistré, publié au Journal Officiel de la République Populaire du Congo et communiqué partout où besoin sera.

Par le Premier Ministre,  
Chef du Gouvernement,

Brazzaville, le 20 Avril 1983

Pour le membre du Comité Central du PCT, ministre de l'Education Nationale en Mission,

Colonel Louis-SYLVAIN GOMA.

P.I. Le membre du Comité Central du PCT, ministre de la Culture et Arts Chargé de la Recherche Scientifique,

Le Ministre des Finances

J. B. TATI - LOUTARD.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale

### AMPLIATIONS :

- PM/Cab.....	1
- SGCM/BC.....	1
- MEN/Cab.....	1
- DAAF.....	3
- DGTFP.....	2
- S.G.(Chrono)...	3
- DPAAD.....	4
- A.C.....	1
- DAF.....	1
- S/Solde.....	2
- C.E.....	1
- ENAM.....	2
- Intéressé.....	1

Bernard COMBO. MATSIONA.